



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

Monsieur le Directeur de
LILLE METROPOLE HABITAT

1, rue Edouard Herriot

59000 LILLE

Recommandé avec Accusé de Réception

N° 1404/PE

Lille, le 15 OCT. 2013

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant « la création d'une zone d'habitats de 46 logements - rue du Docteur Roux à VILLENEUVE D'ASCQ », j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.

Cet accord est basé sur le dossier de juin 2013 déposé le 01/07/2013, complété par le document de septembre 2013 déposé le 23/09/2013, qui annule et remplace la chapitre 3 initial.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de VILLENEUVE D'ASCQ pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

Ce dossier, enregistré sous le n° 59-2013-00120 est suivi par Lionel STANISLAVE (tél. 03 28 03 84 11 – courriel : lionel.stanislave@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du
Service Eau environnement,

ps Adjointe

Isabelle DORVILLE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille

S. Penaceur

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 ; vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01
62, boulevard de Belfort -CS 90007
59042 Lille cedex



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 1605/PE

Monsieur le Maire de la commune
de VILLENEUVE D'ASCQ

Place Salvador Allende
BP80089

59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Lille, le

15 OCT. 2013

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par LILLE METROPOLE HABITAT, en date du 01/07/2013 concernant l'opération suivante :

**« CREATION D'UNE ZONE D'HABITATS DE 46 LOGEMENTS
RUE DU DOCTEUR ROUX A VILLENEUVE D'ASCQ ».**

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Lionel STANISLAVE, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2013-00120 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 11 ; courriel : lionel.stanislave@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du
Service Eau Environnement,

pp l'Adjointe

Isabelle DORESSE

S. Penacem

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 ; vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01
62, boulevard de Belfort – CS 90007
59042 Lille cedex



PRÉFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA CREATION D'UNE ZONE D'HABITATS DE 46 LOGEMENTS
RUE DU DOCTEUR ROUX A VILLENEUVE D'ASCQ**

COMMUNE DE VILLENEUVE-D'ASCQ

DOSSIER N° 59-2013-00120

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Chevalier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 01/07/13, présenté par LILLE METROPOLE HABITAT représentée par Madame Amélie DEBRABANDESE, Directrice Générale, enregistré sous le n° 59-2013-00120 et relatif à : LA CREATION D'UNE ZONE D'HABITATS DE 46 LOGEMENTS - RUE DU DOCTEUR ROUX A VILLENEUVE D'ASCQ ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**LILLE METROPOLE HABITAT
1, RUE EDOUARD HERRIOT - 59000 LILLE**

concernant :

LA CREATION D'UNE ZONE D'HABITATS DE 46 LOGEMENTS - RUE DU DOCTEUR ROUX

dont la réalisation est prévue dans la commune de VILLENEUVE D'ASCQ.

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 01/09/2013, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de VILLENEUVE D'ASCQ où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de VILLENEUVE D'ASCQ par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

.../...

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **- 9 JUL. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,
La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 11 septembre 2003



LMH
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT

Bâtir un Avenir Durable et Solidaire
www.lmh.fr

Direction Départementale des Territoires et de la Mer Nord
Service Eau Environnement
Cellule Police de l'Eau
62, boulevard de Belfort
B.P. 289
59019 LILLE cedex

Département du Développement et du Patrimoine

Courrier arrivé

le - 1 JUIL. 2013

DDTM du Nord / SEE

Nos réf. : PF/CC/FBV/13-319
Objet : Opération de construction Rue du Docteur Roux à Villeneuve-d'Ascq
Affaire suivie par Christophe CARTAL
☎ : 03.59.31.02.05 - 📠 : 03.59.31.02.00
Lettre recommandée avec accusé de réception

Lille, le 27 juin 2013

A l'attention de Monsieur STANISLAVE

SPE/REÇU le

- 1 JUIL. 2013

N° 866

SEE	A	I	P
I. Dorese			
S. Menaceur			
Police de l'Eau	X		
BCC			
PPPP			
PEE			
MISEN / AT			
CSPEAC			
A : Attribution			
I : Information			
P : Participation			

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint trois exemplaires du dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour l'opération susvisée.

Ce projet a déjà fait l'objet d'une instruction de votre part (dossier référencé 59-2013-00045), néanmoins, la procédure n'a pas abouti. En effet, dans le cadre de votre demande de compléments datée du 23 avril 2013, vous souhaitiez obtenir des réponses sur différents points et notamment une étude complémentaire sur la perméabilité des sols. N'ayant pu vous fournir les éléments de réponse dans le temps imparti, à savoir le 08/06/2013, il a donc été fait opposition tacite au dossier.

Aujourd'hui, le nouveau dossier complet répond à l'ensemble de vos remarques et intègre les résultats de l'étude complémentaire de perméabilité des sols.

Espérant avoir répondu à vos attentes, nous nous tenons à votre disposition pour un éventuel rendez-vous.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Patrick FIERS
Directeur du Développement et du Patrimoine

P.J. : 3 exemplaires du dossier de déclaration indice c

Lille Métropole Habitat
OPH de Lille Métropole Communauté Urbaine

1 rue Edouard Herriot • 59000 Lille • Tél. 03 20 88 50 00 • Fax 03 20 88 51 16

Correspondance à adresser : BP 429 / 59021 Lille Cedex

RCS LILLE - SIRET : 41378250900017 - N° TVA intracommunautaire : FR30413782504 - APE : 6820A